

## L'idée de taxer les retraités fait des vagues

« Taxer les retraités aisés, la piste explosive de la ministre du Travail », titre Le Figaro qui revient sur la proposition d'Astrid Panosyan-Bouvet de faire contribuer certains retraités au renflouement de la sécurité sociale, un tabou en macronie, qui a provoqué une levée de boucliers dans son camp. François Bayrou n'exclut pas cette piste, mais il préfère la renvoyer aux discussions à venir, notamment entre les syndicats et le patronat. « La ligne, c'est que le financement de la protection sociale ne doit pas peser davantage sur les salariés », explique l'entourage du premier ministre. « Nous attendons les propositions des partenaires sociaux et des parlementaires. » Techniquement, réfléchit le quotidien, la mise à contribution des retraités pourrait se traduire par une hausse ciblée de la CSG ou par une suppression de l'abattement fiscal de 10 %, mais les modalités ne sont pas encore arrêtées. Car certains macronistes et Républicains ont pris leurs distances avec cette proposition, qui fragilise donc le « socle » parlementaire de François Bayrou. « Il ne faudrait pas que cela mène à la banqueroute », a lancé Laurent Wauquiez au premier ministre, hier matin, lors du petit déjeuner hebdomadaire organisé à Matignon. « Que ceux qui demandent des économies les votent quand elles sont proposées », lui a répondu François Bayrou. (Le Figaro, p.8)

« Les pistes pour mettre à contribution les retraités aisés », titre Le Parisien qui propose un tour d'horizon des trois leviers que le gouvernement pourrait activer : augmenter le taux de CSG, alourdir la contribution additionnelle de solidarité pour l'autonomie ou supprimer l'abattement de 10 % sur l'impôt sur le revenu. Le quotidien ajoute qu' une autre solution, moins radicale, pourrait être de limiter à 2 300 € (au lieu de 4 321 €) le plafond l'abattement de 10 % automatique, comme le proposait un amendement de sénateurs LR au budget 2025. (Le Parisien, p.4)

« La politique du grand flou », titre Le Parisien qui revient sur les multiples débats agitant le gouvernement : faire travailler sept heures supplémentaires pour renouer les caisses, comme proposé par Catherine Vautrin ou mettre certains retraités à contribution, comme envisagé par sa ministre déléguée, Astrid Panosyan-Bouvet, le tout sans que Matignon ne tranche. Dans les deux cas, ces propositions divisent en interne. Mais les équipes de François Bayrou renvoient au « temps parlementaire » sans rien éclaircir sur le fond. « Sur la protection sociale, il y a une volonté de ne pas peser sur les entreprises ou sur les salariés. Mais il n'y a pas de préférence pour telle ou telle option », répond l'entourage du Premier ministre, sans plus de précision, mais en assumant la méthode : « Ce n'est pas cacophonique de laisser le Parlement décider. Si Catherine Vautrin s'abrite derrière cette ligne gouvernementale, Astrid Panosyan-Bouvet assume, elle, une initiative individuelle. Elle s'y sent d'autant plus autorisée que, au risque du brouhaha, « les ministres ont le droit de mettre des choses sur la table », stipule Matignon. (Le Parisien / Pauline Théveniaud, p.4)

« Pour la droite libérale, il est urgent d'introduire une dose de capitalisation », titre Le Figaro alors que, dans la cacophonie ambiante, les libéraux de la droite restent convaincus que l'introduction d'une part de capitalisation reste la seule voie possible pour sauver un dispositif en péril. Philippe Juvin le croit fortement : « C'est la condition absolue, mathématique et logique pour compléter un régime par répartition quand la population vieillit ! Mais pour des raisons idéologiques, la capitalisation collective provoque des crises d'épilepsie alors que personne ne s'émeut de constater que celle-ci existe déjà pour les fonctionnaires ou pour les retraités de la Banque de France. » Les libéraux LR, s'appuyant sur divers travaux, brandissent des constats alarmants : les dépenses de retraites en France (14 % du PIB) affichent l'un des ratios les plus élevés de l'OCDE. Du côté du club des Hussards, animé par Nicolas Forissier, ou dans le camp de David Lisnard et de son parti Nouvelle Énergie, on espère que l'évidence d'un système « à bout de souffle », finira par créer un électrochoc. (Le Figaro, p.8)